

Maggie De Block, ministre de la Santé

«Si tout le monde faisait aussi bien son travail, il n'y aurait pas de problème»

LES PHRASES CLÉS

«Couper à la hache ne fonctionne pas, pas plus qu'augmenter drastiquement les impôts. Nous devons travailler simultanément sur plusieurs fronts.»

«Lorsque 60% des gardiens de prison sont tout à coup malades pendant une grève, il y a un problème. C'est la même chose avec les contrôleurs aériens de Belgocontrol.»

«Si, en supprimant les intérêts notionnels, cela entraîne une baisse du taux de base, c'est négociable.»

INTERVIEW
JASPER D'HOORE
ET WIM VAN DE VELDEN

C'est un coup dur. Telle est la réaction de Maggie De Block aux attentats de jeudi soir à Nice. C'est d'abord le médecin qui parle: *«Ça ne doit pas être facile, dans les hôpitaux là-bas. Quand j'y pense, j'ai à nouveau les images des attentats de Bruxelles devant les yeux.»* *«Nous pouvons nous protéger, mais nous ne serons jamais en sécurité à 100%. Il est très difficile de se défendre contre des loups solitaires. Nous devons accepter le fait que depuis la guerre en Syrie, nous vivons dans un autre monde. Ce n'est pas un message facile à adresser à la population, mais les politiciens doivent oser dire la vérité.»*

Avec les attentats de Nice, tout tourne au ralenti rue de la Loi. Malgré tout, le gouvernement Michel doit à nouveau se pencher sur le budget. On s'attend dans les jours à venir à recevoir le rapport du Comité de monitoring. S'il apparaît alors qu'il faudra encore économiser plusieurs milliards d'euros, tous les visages se tourneront vers Maggie De Block. La ministre de la Santé ne le sait que trop bien et indique d'emblée qu'elle suit la trajectoire des économies qui lui ont été demandées. *«Si tout le monde faisait aussi bien son travail, il n'y aurait pas de problème.»*

Pour maintenir le budget de 2017 sur les rails, il faudra probablement trouver 3 milliards d'euros. Vous dites que votre budget est conforme aux plans, mais vos

collègues ne risquent-ils pas de venir à nouveau frapper à votre porte?

Nous respectons toujours la même procédure: nous vérifions ce que chacun a réalisé et ceux qui sont en retard par rapport aux plans devront renforcer leurs efforts. Mais je comprends aussi qu'il faudra des réformes supplémentaires et j'aurai mon mot à dire. Je ne suis pas favorable à des économies aveugles, car elles sont contre-productives. Couper à la hache ne fonctionne pas, pas plus qu'augmenter drastiquement les impôts. Il n'y a pas de formule magique, nous devons travailler simultanément sur plusieurs fronts.

Comment comptez-vous réaliser des économies?

Je gère tous les aspects financiers de la sécurité sociale, et je veux que chaque euro soit dépensé correctement. Ceux qui ont droit à une allocation doivent la recevoir. Nous n'allons pas réduire ces allocations. Mais les fraudes et les abus doivent être traqués. Autre exemple: nous avons réorganisé et fusionné des services comme le Fonds des accidents du travail et le Fonds des maladies professionnelles. Cela nous permet de réaliser des économies en vendant un des deux bâtiments.

Vous souhaitez faire accompagner les malades de longue durée pour les aider à reprendre le chemin du travail. Quand ce programme de réinsertion commencera-t-il effectivement?

Dès le mois d'octobre, nous commencerons à soumettre ces personnes à un questionnaire sur base duquel nous déterminerons ceux qui sont encore capables de travailler, et pour quel type d'emploi. Ensuite, nous aurons des discussions avec les médecins qui devront décider des personnes en mesure de reprendre le travail. Cela donnera à ces malades l'opportunité d'augmenter leurs revenus et de retrouver un rôle actif dans la société. Cela nous permettra aussi de réaliser des économies, car le gouvernement devra payer moins d'indemnités.

Pour limiter les abus, nous ferons une évaluation de ceux qui sont malades depuis un certain temps. Nous sommes en train de mettre sur pied un service composé de cinq médecins qui évalueront 7.500 malades par an, pour déterminer s'ils sont réellement incapables de reprendre le travail, ou si leur médecin a trop vite tendance à les laisser à la maison. Nous nous concentrerons d'abord sur des régions spécifiques, qui comptent de nombreux cas douteux. Par exemple, nous avons constaté que le nombre de personnes en arrêt mala-

die entre 30 et 36 ans dans une province donnée avait augmenté beaucoup plus vite qu'ailleurs. Cela indique clairement qu'il y a un problème.

Vous voulez parler du Limbourg?

Oui, et nous allons essayer d'en comprendre la raison. (Elle poursuit sur un ton sarcastique) Peut-être que la région est contaminée par un virus? Tout le monde pense que c'est surtout en Wallonie que l'on compte de nombreux allocataires sociaux, mais c'est faux. En Flandre aussi on trouve des situations très contrastées en matière de malades de longue durée.

Après le fisc, qui fait la chasse à la fraude fiscale, et l'inspection sociale qui traque la fraude sociale, allons-nous aussi avoir une inspection médicale?

On pourrait le dire ainsi. La conséquence, c'est que les gens feront un peu plus attention. Nous pourrions aussi identifier les médecins qui accordent beaucoup de congés-maladie de longue durée. Attention, il peut y avoir des raisons à cela. Mais certains médecins ont tendance à accorder trop facilement des certificats. Lorsque 60% des gardiens de prison sont tout à coup malades

pendant une grève, il y a un problème. C'est la même chose avec les contrôleurs aériens de Belgocontrol. Imaginez que 60% des journalistes de votre rédaction tombent malades en même temps: c'est sans doute qu'il y a un virus qui circule.

Vous comptiez sanctionner les malades de longue durée qui refuseraient de participer à votre programme de réintégration. Sous la pression des syndicats, vous avez annulé ces sanctions, mais lors du dernier contrôle budgétaire, elles ont refait surface. Où en est la situation aujourd'hui?

Nous sommes en train de chercher calmement avec les partenaires sociaux et les médecins de quelle manière nous pouvons encourager respectivement les travailleurs et les employeurs à chercher du travail et à recruter des personnes en arrêt maladie. Notre proposition est équilibrée: tout le monde est responsable.

Appelons un chat un chat. Il y aura donc des sanctions pour les malades qui ne collaboreront pas.

Tout le monde doit se mouiller. Tant les travailleurs que les employeurs seront responsabilisés. Si nous investissons dans des personnes pour qu'elles retrouvent le chemin du travail, le minimum est qu'elles collaborent, non? De même, nous attendons des en-

treprises qu'elles prennent également leurs responsabilités. Même si pour cela, il faut brandir le bâton.

Le projet prévoyait de retirer une partie des allocations à ceux qui refuseraient de participer au programme de réintégration et de faire payer une partie des allocations aux entreprises comptant de nombreux malades. C'est toujours d'actualité?

Nous allons étudier tout cela. Je sais que les syndicats ne veulent pas entendre parler de sanctions et les employeurs refusent d'être responsabilisés. Mais selon moi, c'est la seule manière de faire fonctionner ce plan.

Vous devrez d'abord convaincre le ministre de l'Emploi, Kris Peeters (CD&V), car il est contre les sanctions.

Le ministre de l'Emploi devrait être content si plus d'emplois trouvent preneur.

C'est une réponse très diplomatique.

(Elle rit) Pourtant, la diplomatie n'est pas

mon fort. La plupart des gens me trouvent trop directe.

Le gouvernement continue à se heurter à beaucoup de résistance. Est-ce que cela ne vous fatigue pas?

Je ne me fatigue pas vite. Le plus facile serait de réaliser les réformes qui plaisent à tout le monde, par exemple baisser l'âge de la retraite, comme ils l'ont fait en France. Cela rendrait les politiciens plus populaires. Le PS veut faire la même chose chez nous et le Parti du Travail voudrait inverser le week-end et la semaine. Avec de telles mesures, vous marquez des points à court terme, mais à long terme, les conséquences seraient dramatiques pour les finances de l'Etat.

Réussirez-vous aussi à mettre en place la réforme de l'impôt des sociétés? On palabre beaucoup à ce sujet, mais jusqu'ici, nous n'avons pas encore vu grand-chose.

Le ministre des Finances Johan Van Overtveldt s'en occupe. Mon parti est en faveur de cette réforme, mais Van Overtveldt doit pré-

senter des plans concrets. Nous les examinerons avec un esprit ouvert et nous n'avons pas de tabous, pas même au niveau des intérêts notionnels. Si, en les supprimant, cela entraîne une baisse globale du taux de base, c'est négociable.

Un autre dossier qui continue à hanter les esprits, c'est celui d'Arco. Le président du CD&V, Wouter Beke, a encore déclaré récemment qu'une compensation devait être versée cette année aux 800.000 personnes lésées dans le dossier Arco.

Lors des contrôles budgétaires, chacun vient avec de longues listes de souhaits, mais ils ont un prix et nous n'avons pas l'argent. Lorsque pour la première fois, j'ai demandé à ma fille de me montrer dans un catalogue ce qu'elle voulait pour la Saint-Nicolas, elle a pointé 35 choses différentes. Elle voulait beaucoup de cadeaux, comme tout le monde. Apparemment, certains croient encore à Saint-Nicolas. Ceux qui veulent encore dépenser un milliard d'euros supplémentaires doivent en avoir les moyens.

«Nous n'allons pas réduire les allocations. Mais les fraudes et les abus doivent être traqués.»